

CONSULTATION CITOYENNE EUROPEENNE

Kedge Business School – 12 octobre 2018

INFORMATIONS PRATIQUES

INTITULE DE L'ACTIVITE Consultation citoyenne européenne : Quelle est votre Europe ?

DESCRIPTION DE L'ACTIVITE Table ronde. Le public pose des questions et les intervenants apportent leurs réponses en 5 à 10 minutes.

DATE ET HEURE 12 Octobre 2018 de 16h00 à 17h30

LIEU Kedge BS 680 Cours de la Libération 33405 TALENCE

CATEGORIES DE PUBLICS PRESENTS Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine M. Didier LALLEMENT ; Sous-Préfet, Parlementaires, Elus, Etudiants de Kedge Business School, notamment membres des associations Melting Potes, SimONU et Forum Events ; Etudiants Programme Grande Ecole, Master International Business, étudiants prépa lycée Montaigne

NOMS DES INTERVENANTS Madame Nathalie LOISEAU, Ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes - Monsieur Alain JUPPE, Maire de Bordeaux, Président de Bordeaux Métropole et ancien premier Ministre - Madame Anne-Catherine GUITARD, Directrice des opérations et des relations internationales de Kedge BS.

THEMES EVOQUES La consultation s'articule autour de 6 thèmes européens qui sont : La prospérité et l'emploi, le développement durable, la sécurité, l'Europe dans le Monde, l'innovation et l'unité en Europe. Les questions du public ont également soulevé les enjeux de puissance européenne.

RESTITUTION NATIONALE Le 30 Octobre 2018, le contenu de cette table ronde sera restitué en face de _____

INTRODUCTION Monsieur Alain JUPPE, Maire de Bordeaux et Président de Bordeaux Métropole :

La construction européenne s'est faite autour des idées de démocratie, d'égalité et de respect. Des « casseurs » sont à l'œuvre à l'intérieur et à l'extérieur de l'Europe et menacent les valeurs fondamentales qui sont les siennes.

Il appartient aux européens d'être conscients de leurs actes et de leurs responsabilités et de ne surtout pas manquer d'enthousiasme.

INTRODUCTION Madame Natalie LOISEAU, Ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes :

On n'a jamais eu autant besoin d'Europe. L'Europe est menacée : les États-Unis, la Russie et la Chine voient l'Europe comme une puissance et cherchent à défendre leurs intérêts. L'Europe est devenue une cible facile. Certains ont été déçus par l'Europe : l'Italie aurait voulu plus d'Europe face à la crise financière et à l'afflux de migrants mais son peuple n'a pas ressenti l'aide existante et est allé chercher d'autres visages promettant une autre vision, mais pas de solutions.

On constate une déconnexion de la population et du projet européen. Il faut reprendre la conversation avec les peuples et c'est ce que cette consultation européenne permet : tous les pays de l'union ont accepté la consultation, sauf la Hongrie et le nouveau gouvernement Italien. Plus d'un millier de consultations ont eu lieu en France donnant naissance à 49 propositions pour la refondation de l'Europe.

Question 1 : Pourquoi l'Europe ne se considère-t-elle pas comme une puissance ?

- L'Europe est une construction d'après-guerre dont le but est la paix. La mise en commun du charbon et de l'acier a occulté les valeurs communes de l'Europe et sa capacité à construire un avenir sur ces bases.
- L'Europe est le plus grand marché solvable du monde et nos partenaires nous voient pour la puissance que nous sommes.
- L'Europe manque d'incarnation : pas de réel président.

L'Europe ne correspond pas à la définition habituelle de la puissance : elle dispose d'un Soft-Power, et est une puissance économique et monétaire forte

Question 2 : L'Europe a-t-elle un devoir de solidarité ? Une gestion commune de la crise migratoire est-elle encore possible en dépit de politiques nationales contraires ?

3 types d'actions à mener :

- Aide au développement des pays d'origine. Meilleur câblage et meilleure distribution des aides
- Renforcement des frontières extérieures de l'Europe : multiplication par 10 du nombre d'employés
- Traitement des arrivants : meilleur accompagnement des arrivants relevant de l'asile + information aux personnes ne relevant pas de l'asile afin de leur éviter un voyage aux termes duquel ils seront renvoyés.

L'Europe a une obligation juridique et morale d'accueillir des réfugiés mais cela doit se faire dans des conditions dignes et sous les conditions posées par l'Europe.

Question 3 : Face à la montée des mouvements anti-européens, comment éviter que d'autres pays ne prennent la même voie ?

- Hongrie de Victor Orban, Pologne : risques de violation de l'État de droit
- La commission européenne a proposé que l'on conditionne le versement des aides européennes au respect de l'état de droit

Appel aux jeunes, futurs citoyens de l'Europe à se battre pour les libertés individuelles, la démocratie, l'égalité. Il faut se battre pour défendre les valeurs universelles que prône l'Europe.

Question 4 : Quelle est la culture européenne et comment peut-on l'inculquer aux citoyens ?

- Les valeurs européennes ainsi que sa culture sont résumées dans sa devise : « unis dans la diversité ».
- L'union européenne communique mal sur ses actions d'aide à la culture : coproductions, quotas, ...
- Un programme Erasmus pour l'ensemble des jeunes européens (étudiants, apprentis, ...) pourrait participer à renforcer la culture européenne.

Question 5 : Les listes transnationales européennes ont-elles une chance de voir le jour ?

C'eût-été une occasion historique de les mettre en place en utilisant les sièges britanniques mais les groupes politiques les plus puissants ne l'ont pas permis. Peut-être en 2024.

Question 6 : Pourquoi n'y a-t-il pas d'harmonisation fiscale entre les pays européens ?

- Le dumping fiscal fragilise l'économie européenne.

- Les décisions en matière fiscale nécessitent l'unanimité, les pays avec les taux d'imposition les moins avantageux s'opposent donc aux changements.
- Le moteur franco-allemand permet des avancées : accord sur l'assiette de l'IS

Enfin, les grands acteurs du numérique doivent contribuer à hauteur de leurs profits, comme le font les acteurs européens. L'unanimité est en train d'émerger sur cette idée.

Question 7 : Une étudiante suédoise s'inquiète de l'avenir de la zone euro et des pays n'en faisant pas partie ?

- L'Europe a besoin d'un budget propre à la zone euro et d'une union bancaire.
- L'euro a toujours su se maintenir mais a besoin de réformes rapides pour faire face à la prochaine crise.
- Les pays européens, dans l'euro ou non, sont traités à égalité.
- On doit corriger le retard pris par la victoire du « non » à une constitution européenne en 2005, mais l'avancée se fera, à la vitesse que les pays choisiront.

Appel à voter le 26 Mai aux élections européennes.

